

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Marseille, le 06/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALOREF**

Site portuaire  
84500 Bollène

SPR/PM/N° 1079-2024

Références : D-00448-2024

Code AIOT : 0006400441

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement VALOREF implanté Site portuaire 84500 Bollène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALOREF
- Site portuaire 84500 Bollène
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1987, la société VALOREF exploite depuis 1998 sur son site implanté sur la zone portuaire de la commune de Bollène une installation de traitement de déchets et sous produits réfractaires. Elle est spécialisée dans les réfractaires issus de fours verriers.

Rachetée en 2000 par le groupe Saint Gobain, elle compte aujourd'hui 45 salariés répartis sur les deux sites de Bollène (le second site étant implanté sur la ZI La Croisière). VALOREF se fixe un objectif de valorisation des déchets entrants de l'ordre de 85 à 90 %.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié.

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 3_Inventaire des flux	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	MTD 4_Entreposage des déchets	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1	<b>Justificatif à transmettre pour mi-septembre 2024</b>
3	MTD 5_Procédures de manutention et de transfert des déchets	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	MTD 8_Surveillance des émissions canalisées dans l'air	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
5	MTD 21_Emissions résultant d'accidents et d'incidents	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
6	MTD 41_Emissions dans l'air	AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 10 juin 2024, ainsi que les éléments complémentaires transmis postérieurement par courriel du 17 juillet 2024, ont permis de constater que l'exploitant a pris en compte l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/02/2024. Une dernière action reste à finaliser : l'élimination des déchets dangereux présents depuis plus de trois ans. L'exploitant a transmis des justificatifs relatifs à l'engagement de cette action, dont l'achèvement est prévu pour la première quinzaine de septembre 2024.

Par ailleurs, il est noté que les travaux de construction du futur bâtiment abritant les bureaux administratifs (environ 250 m²) en lieu et place des deux bungalows existants ont démarré (depuis début juin selon déclaration de l'exploitant). L'exploitant avait informé l'Inspection par courriel du 13/07/2023 du dépôt en mairie de Bollène de sa demande de permis de construire. La zone de travaux a été délimitée et sécurisée. La livraison est prévue pour fin mars 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MTD 3\_Inventaire des flux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flux d'effluents aqueux et gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite en zone portuaire sur la commune de BOLLENE, de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté : <b>MTD 3 :</b> en établissant un inventaire des flux d'effluents aqueux et un inventaire des flux d'effluents gazeux, comprenant tous deux les informations précisées par la MTD 3 ; [...]
<b>Constats :</b>  Par courrier du 27/03/2024, l'exploitant a transmis plusieurs documents en réponse : <ul style="list-style-type: none"><li>- la procédure générale de gestion des déchets WMS [Waste Management Service] sur le site, référencée LOGIST.05.PR (révision 6 du 13/03/2024) ;</li><li>- un plan de masse du site représentant les emplacements des deux dépoussiéreurs (concasseur / chaîne de tri d'un débit de 13 600 m³/h et local chrome WOOL) ;</li><li>- un extrait du rapport d'essais 20 ES 702 REV0 du 16/12/2020, de l'organisme SOCOR Air, relatif aux mesures effectuées sur les rejets atmosphériques sur la trémie de chargement de la chaîne de tri et sur l'aspiration concasseur et chaîne de tri (pages 50 à 59 sur 65) ;</li><li>- un extrait du rapport d'interprétation n° KSP2108-0800-HGGQH_1 relatif aux mesures d'exposition aux agents chimiques réalisées en décembre 2021 sur le site par l'organisme ITGA en sortie concasseur (page 45 sur 52) ;</li><li>- un extrait du rapport d'interprétation n° KSP2301-0476-HKFEZ_2 relatif aux mesures d'exposition aux agents chimiques réalisées en janvier 2023 sur le site par l'organisme ITGA en sortie concasseur (page 25 sur 33) ;</li><li>- le rapport n° 15691633/1/1/1 rev 0 du 21/10/2022 relatif au suivi des retombées atmosphériques des poussières, réalisé par l'organisme Bureau Véritas, sur le mois de septembre 2022, à l'aide de quatre jauges positionnées en limite de propriété. Ce rapport établit une moyenne annuelle de 446,2 mg/m²/j, avec une valeur maximale pour la jauge P4 de 1 148,7 mg/m²/j. À titre indicatif, pour les exploitations de carrières, une limite de 500 mg/m²/j est fixée en moyenne annuelle glissante pour certaines jauges installées à proximité d'enjeux.</li></ul> Au regard des résultats obtenus, l'exploitant déclare avoir mené une réflexion sur les opérations de déchargement du vrac. Une sensibilisation des opérateurs sur le sujet des poussières a également eu lieu, ainsi que le rappel de l'arrosage des tas de matériaux par brumisation. L'exploitant précise avoir vérifié l'absence de public sensible dans un rayon de 1,5 km autour du site. <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport n° VAL/23/08/4500_FOH du 13/10/2023 relatif au suivi des retombées atmosphériques des poussières, réalisé par l'organisme ITGA, sur le mois de juin 2023, à l'aide de quatre stations positionnées en limite de propriété. Ce rapport établit une moyenne annuelle de 351,5 mg/m²/j, avec une valeur maximale pour la station n° 4 Ouest de 385 mg/m²/j.</li></ul> Ce rapport ne comporte pas de plan de localisation des stations de mesures. L'attention de l'exploitant a été attirée sur la nécessité de joindre ce plan au rapport de mesures de façon à pouvoir interpréter l'évolution des résultats obtenus au cours des différentes campagnes de suivi.  L'exploitant précise en complément que pour l'année 2024, des mesures ont été réalisées : sur les rejets atmosphériques sur l'aspiration concasseur et chaîne de tri (mars), sur l'exposition aux agents chimiques (février) et sur les retombées atmosphériques des poussières (janvier-février). <ul style="list-style-type: none"><li>- un diagramme général des flux aqueux.</li></ul> Ce diagramme a été modifié le jour de la visite pour tenir compte d'une observation formulée par l'Inspection relative au document transmis (schéma complété par une boucle retour au niveau du process WOOL et de la cuve de récupération des eaux).

En définitive, en matière d'effluents gazeux et aqueux, l'exploitant identifie uniquement les émissions de poussières, diffuses lors de la manipulation du vrac et canalisées au niveau de l'exutoire du dépoussiéreur concasseur / chaîne de tri. Il n'y a pas d'eau de process, à l'exception du procédé de traitement WOOL (actuellement en sommeil) pour lequel les eaux de récupération sont réintroduites dans le process selon un principe de circuit fermé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : MTD 4\_Entreposage des déchets

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Technique b. capacité de stockage appropriée

### Prescription contrôlée :

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de BOLLENE, de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

[...]

#### MTD 4 :

- en précisant le temps de séjour maximal des déchets. À défaut, l'exploitant doit justifier que la durée d'entreposage des déchets destinés à l'élimination n'excède pas un an et que la durée d'entreposage des déchets destinés à la valorisation n'excède pas trois ans.
- en justifiant l'évacuation, vers une filière dûment autorisée, des déchets destinés à l'élimination présents sur le site depuis plus de trois ans. Les bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondants seront à transmettre à l'Inspection.

[...]

### Constats :

La procédure générale de gestion des déchets WMS sur le site, référencée LOGIST.05.PR (révision 6 du 13/03/2024) a été complétée pour préciser la durée d'entreposage maximale des déchets en fonction de leur traitement (1 an en cas d'élimination et 3 ans en cas de recyclage RRM [Recycled Raw Materials]).

Cette procédure a été modifiée le jour de la visite pour tenir compte d'une observation formulée par l'Inspection relative au document transmis (logigramme complété pour préciser la durée maximale de 3 ans également applicable à la valorisation matière).

L'exploitant déclare qu'un développement de son interface VALORTOOL a été réalisé pour garantir le respect de cette obligation réglementaire en matière de temps de séjour maximal des déchets sur site.

L'évolution de cet outil a été présentée en visite. Dans l'onglet Stock, un nouvel sous-onglet Suivi temps de séjour a été créé. Des seuils d'alerte ont été retenus (8 mois pour les déchets éliminés et 24 mois pour les déchets valorisés).

#### Stock de 1,7 t de déchets dangereux « Nickel oxyde » en fûts présents depuis plus de 3 ans :

L'exploitant déclare que les formalités administratives avec une filière de SARPI VEOLIA SPUR Environnement sont en cours de finalisation. Les justificatifs suivants ont été fournis :

- courriel du prestataire du 28/05/2024 transmettant à VALOREF la FID (Fiche d'Identification du Déchet) à retourner complétée,
- courriel de VALOREF du 31/05/2024 en réponse transmettant les éléments demandés et sollicitant l'enlèvement des déchets,
- courriel du prestataire du 04/06/2024 demandant la préparation d'un échantillon des déchets pour analyse qui sera récupéré sur site le lendemain.
- courriel de VALOREF du 04/06/2024 confirmant la préparation de l'échantillon et sa mise à disposition pour le lendemain.

Au jour de la visite, l'exploitant est en attente de l'offre commerciale du prestataire choisi. L'exploitant s'est

engagé à valider le CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) dès sa réception et demandera la programmation de l'enlèvement des déchets en suivant.

Postérieurement à la visite, par courriel du 17/07/2024, l'exploitant a transmis les éléments complémentaires suivants :

- le devis n° D24065597 en date du 24/06/2024 établi par la société SPUR ENVIRONNEMENT relatif à la prise en charge des déchets,
- le bon de commande n° 5128292 du 12/07/2024 passé par VALOREF auprès du prestataire en vue du traitement des fûts d'oxyde de nickel,
- le courriel du 17/07/2024 émis par la société SPUR ENVIRONNEMENT fixant la date de l'intervention aux 10 et 11/09/2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre, à l'issue de l'intervention, le justificatif de l'élimination des déchets présents sur le site depuis plus de trois ans (bordereau de suivi des déchets dangereux).  
Si passé le délai, l'exploitant n'a pas transmis les justificatifs, des suites pourront être proposées.

**Type de suites proposées :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** mi-septembre 2024

**N° 3 : MTD 5\_Procédures de manutention et de transfert des déchets**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, -

**Prescription contrôlée :**

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de BOLLENE, de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

[...]

**MTD 5 :** en établissant et mettant en œuvre des procédures de manutention et de transfert des déchets, visant à réduire le risque environnemental associé, comportant les informations exigées au titre de la MTD 5.

[...]

**Constats :**

La procédure générale de gestion des déchets WMS sur le site, référencée LOGIST.05.PR (révision 6 du 13/03/2024) a été complétée pour préciser des règles de manutention et de transfert des déchets.

Cette procédure a été détaillée sur ce sujet en visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : MTD 8\_Surveillance des émissions canalisées dans l'air**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, -

**Prescription contrôlée :**

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de BOLLENE, de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

[...]

**MTD 8** : en mettant en place la surveillance des émissions canalisées dans l'air selon la fréquence prévue par la MTD 8, à savoir semestrielle. Si l'exploitant souhaite déroger à cette disposition, il doit expressément en faire la demande motivée, accompagnée des modalités de surveillance qu'il propose de mettre en place de façon alternative.

[...]

**Constats :**

L'exploitant déclare avoir intégré cette exigence à son planning de surveillance et mesurage.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le fichier Plan de surveillance et de mesurage. Dans ce fichier figure un contrôle réalisé le 14/03/2024 sur les rejets gazeux canalisés dans l'environnement (1 dépoussiéreur). Ce fichier a intégré la périodicité réglementaire imposée de 6 mois et indique qu'un prochain contrôle sera à programmer autour du 14/09/2024.

Le rapport d'essais référencé 24 ES 477 – révision 00 en date du 07/06/2024, relatif aux prélèvements effectués par l'organisme SOCOR Air a été présenté en visite. Le contrôle a porté sur cinq installations : deux sur le site portuaire et trois sur le site de la Croisière.

Pour le site portuaire, objet de la présente visite, les mesurages du paramètre Poussières ont porté sur les installations suivantes :

- 'Chrome' : concentration mesurée de 1,3 mg/m<sup>3</sup>

- 'Dépoussiéreur chaîne de tri – concasseur' : concentration mesurée de 1,2 mg/m<sup>3</sup>

Le rapport compare les valeurs mesurées à une VLE (valeur limite d'émission) de 150 mg/m<sup>3</sup> issue de l'arrêté ministériel du 30/06/1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515. Or ce référentiel réglementaire ne concerne pas le site portuaire. La valeur limite réglementaire à retenir est celle issue de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, fixée à 5 mg/m<sup>3</sup>. Les résultats obtenus sont conformes aux dispositions réglementaires applicables en matière de VLE et la surveillance effectuée date de moins de six mois.

L'inspection recommande toutefois à l'exploitant de dissocier les mesures effectuées suivant qu'elles ont été réalisées sur le site portuaire ou sur le site de la Croisière dans le rapport d'essais pour éviter toute confusion et de vérifier le cadre réglementaire auquel se rattachent ces surveillances. Une attention particulière est également à avoir sur les dates des mesurages effectués (plusieurs incohérences de date figurent dans le rapport : février dans le titre, avril dans la synthèse des résultats et mars dans les commentaires sur le déroulement des essais).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : MTD 21\_Emissions résultant d'accidents et d'incidents**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des émissions accidentelles/fortuites

**Prescription contrôlée :**

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de BOLLENE, de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

[...]

**MTD 21** : en justifiant qu'il a mis en place les mesures nécessaires, en les détaillant, pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni :

- le bon de commande n° 5125356 en date du 26/02/2024 relatif à une étude de dimensionnement du volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie passé auprès de l'organisme Hydrosol, prévoyant une date de livraison au 29/03/2024.
- le rapport du 29/03/2024 élaboré par ce même organisme relatif au dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie selon les documents techniques D9.

Il ressort des conclusions de cette étude que :

- le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un éventuel incendie serait de 240 m<sup>3</sup>,
- le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'incendie serait de 393,5 m<sup>3</sup>.

L'Inspection a formulé la remarque suivante : le rapport transmis ne comporte pas d'annexe permettant de vérifier certaines hypothèses retenues dans le tableau de la page 8 entrant en compte dans le calcul du dimensionnement du volume de rétention nécessaire (à savoir la surface du bassin versant de 1,5 ha et le volume d'eau lié aux intempéries de 150 m<sup>3</sup>).

L'exploitant a calculé le volume de rétention de son réseau de collecte des eaux de ruissellement. Il détermine un volume de 442 m<sup>3</sup> et conclut ainsi répondre à l'exigence réglementaire. Pour établir ce volume total, le volume du bassin de décantation (83 m<sup>3</sup>) est pris en compte.

Lors de la visite de terrain, il est constaté que le bassin de décantation n'est pas vide. Par conséquent, le volume de cet ouvrage de collecte ne peut être pris en compte à 100 % dans le calcul de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie du site.

L'Inspection a formulé la remarque suivante : pour pouvoir être pris en compte dans le calcul de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie du site, l'exploitant doit justifier que le volume de l'ouvrage est disponible en permanence. L'organisation mise en place pour le garantir doit être précisée.

Postérieurement à la visite, par courriel du 17/07/2024, l'exploitant a transmis les éléments complémentaires suivants :

- la note de calcul élaborée par l'organisme Hydrosol dans le cadre de son rapport du 29/03/2024 (permettant de clarifier les données d'entrée du calcul effectué pour le dimensionnement de la rétention sur la composante eaux pluviales),
- un plan du bassin de décantation faisant figurer ses dimensions (largeur : 2,05 m, longueur : 18,05 m et profondeur : 2,55 m),
- une photo de la vanne guillotine équipant la sortie du bassin de décantation en position ouverte, qui est sa configuration en fonctionnement normal de l'installation,
- le calcul actualisé du volume de rétention du réseau de collecte des eaux de ruissellement, déterminant un volume de 396,26 m<sup>3</sup> (en lieu et place du volume précédemment établi de 442,39 m<sup>3</sup>). Pour établir ce volume total, un volume de 36,90 m<sup>3</sup> est pris en compte pour ce qui concerne le bassin de décantation (2,05 m \* 18 m \* 1 m). Le volume ainsi déterminé est supérieur au volume théorique nécessaire issu de l'étude d'Hydrosol.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

N° 6 : MTD 41\_Emissions dans l'air

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveau d'émission associé à la MTD

**Prescription contrôlée :**

La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite zone portuaire sur la commune de BOLLENE, de respecter les dispositions des MTD 3, 4, 5, 8, 21 et 41 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

[...]

**MTD 41 :** en transmettant le détail du process mis en œuvre dans l'unité WOOL, justifiant de l'absence

d'émissions atmosphériques canalisées de poussières, rendant de fait la disposition prévue par la MTD 41 sans objet. Dans le cas contraire, l'exploitant devra justifier du respect de la valeur limite en concentration de poussière applicable pour les rejets atmosphériques.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni les documents suivants, visant à justifier de l'absence d'émissions atmosphériques de l'unité WOOL :

- un schéma relatif aux flux entrant et sortant de l'activité WOOL ;

Les matières entrantes dans le process sont : les déchets de Zirchrom + eau de forage + acide ascorbique + peptapon.

Les matières sortantes du process sont :

(après passage par dépoussiéreur) air dépoussiéré,

poussières du dépoussiéreur → collectées dans un bac de récupération et renvoyées en entrée de process

eaux de lavage → collectées dans une cuve de récupération et renvoyées en entrée de process

le produit Valorchrom ZCFR Slurry

- les deux modes opératoires de l'installation WOOL :

Production broyeur Zirchroms (V1 du 12/08/2019)

La première étape consiste à mettre en marche la ventilation du bâtiment (extracteur broyeur). Le tuyau de dépoussiérage est branché à la trémie (étape 7). Le dépoussiéreur est utilisé lors de la phase de remplissage de la trémie, suivie du retrait du big-bag (arrêt du dépoussiéreur à l'étape 11).

Vidange broyeur Zirchroms (V1 du 12/08/2019)

L'étape 15 consiste à faire évacuer l'air sous pression du broyeur. L'étape suivante consiste à injecter de l'air comprimé pour permettre de vider les eaux de lavage du broyeur vers les fûts.

- des photographies du dépoussiéreur et du conduit d'aspiration.

Malgré la transmission de ces éléments, un doute subsiste quant à l'absence d'émissions atmosphériques canalisées de l'unité WOOL dans l'environnement. Cette incertitude est notamment liée à la première étape du mode opératoire Production broyeur Zirchroms qui fait référence à un extracteur. Elle est également entretenue par les informations contenues dans le rapport d'essais 24 ES 477 – révision 00 du 07/06/2024 présentant les résultats obtenus sur le mesurage des poussières sur l'installation chrome et précisant les caractéristiques de l'installation contrôlée (débit volumique sur gaz sec mesuré de 3 959 m³/h et emplacement des mesures : Extérieur). Des précisions complémentaires sont nécessaires pour déterminer s'il existe sur cette installation WOOL une émission canalisée de polluant (poussières) dans l'environnement au sens de la définition de l'annexe 1.1 de l'AM du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Postérieurement à la visite, par courriel du 17/07/2024, l'exploitant a transmis les éléments complémentaires suivants :

- le mode opératoire Production broyeur Zirchroms (V2 du 16/07/2024). Ce dernier a été actualisé pour corriger une erreur. En effet, l'extracteur auquel il était précédemment fait référence est condamné pour assurer l'absence d'émissions atmosphériques. L'action consistant à mettre en marche la ventilation du bâtiment (extracteur broyeur) de la première étape a été supprimée.

- une photo de la commande de l'extracteur du broyeur Zirchroms désactivée (tableau électrique et voyant éteint sur l'armoire).

Par ailleurs, l'exploitant a précisé que la « Ligne chrome » figurant dans le rapport d'essais 24 ES 477 – révision 00 du 07/06/2024 ne concerne pas l'atelier WOOL, mais une installation de conditionnement de réfractaires contenant du chrome située sur le site déclaré de la ZI La Croisière. Cette dernière permet le transvasement de produits conditionnés en big-bag dans des sacs de 25 kg.

Ces éléments permettent de conclure en l'absence d'émissions atmosphériques canalisées de l'unité WOOL dans l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure